



**HAL**  
open science

# Daniel Benamouzig et Joan Cortinas Muñoz, Des lobbys au menu. Les entreprises agro-alimentaires contre la santé publique

Julian Mischi

## ► To cite this version:

Julian Mischi. Daniel Benamouzig et Joan Cortinas Muñoz, Des lobbys au menu. Les entreprises agro-alimentaires contre la santé publique. *Sociologie du Travail*, 2024, 66 (2), pp.[en ligne]. 10.4000/11o4y . hal-04579837

**HAL Id: hal-04579837**

**<https://hal.science/hal-04579837>**

Submitted on 21 May 2024

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License



Daniel Benamouzig et Joan Cortinas Muñoz,  
*Des lobbys au menu. Les entreprises agro-alimentaires  
contre la santé publique*

Raisons d'Agir, Paris, 2022, 176 p.

Julian Mischi

---



**Édition électronique**

URL : <https://journals.openedition.org/sdt/45619>

DOI : 10.4000/11o4y

ISSN : 1777-5701

**Éditeur**

Association pour le développement de la sociologie du travail

Ce document vous est offert par INIST - Centre national de la recherche scientifique (CNRS)



**Référence électronique**

Julian Mischi, « Daniel Benamouzig et Joan Cortinas Muñoz, *Des lobbys au menu. Les entreprises agro-alimentaires contre la santé publique* », *Sociologie du travail* [En ligne], Vol. 66 - n° 2 | Avril - Juin 2024, mis en ligne le 15 mai 2024, consulté le 21 mai 2024. URL : <http://journals.openedition.org/sdt/45619> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/11o4y>

---

Ce document a été généré automatiquement le 15 mai 2024.



Le texte seul est utilisable sous licence CC BY-NC-ND 4.0. Les autres éléments (illustrations, fichiers annexes importés) sont « Tous droits réservés », sauf mention contraire.

---

Daniel Benamouzig et Joan Cortinas  
Muñoz, *Des lobbys au menu.*  
*Les entreprises agro-alimentaires contre  
la santé publique*

Raisons d'Agir, Paris, 2022, 176 p.

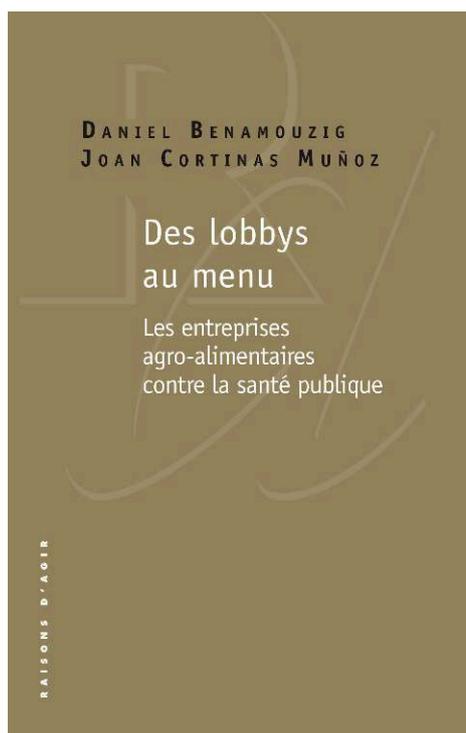
Julian Mischi

---

RÉFÉRENCE

Daniel Benamouzig et Joan Cortinas Muñoz, *Des lobbys au menu. Les entreprises agro-alimentaires contre la santé publique*, Raisons d'Agir, Paris, 2022, 176 p.

- 1 Cet ouvrage décrypte le travail politique des lobbyistes de l'agro-alimentaire en France. Il dresse un panorama saisissant des organisations et des stratégies par lesquelles les industries participant à la production, à l'emballage, à la distribution et au marketing des produits alimentaires et des boissons défendent leurs intérêts et parviennent à peser sur l'élaboration des décisions publiques en matière de nutrition et de santé. Les auteurs entendent dépasser une approche du lobbying en termes de conflits d'intérêts, trop centrée sur les comportements personnels et le monde politique, qu'ils estiment inadéquate pour appréhender l'ampleur et la diversité des activités d'influence. L'un des principaux apports de l'ouvrage est de montrer que le lobbying n'est pas réductible aux liens tissés directement avec les décideurs. Il



- repose aussi sur des activités menées en amont du travail législatif et réglementaire, au niveau par exemple de la production des connaissances ou encore des socialisations à l'alimentation en milieu scolaire. Cet ouvrage de synthèse s'inscrit en cela dans le prolongement de travaux portant sur l'expertise (Boullier, 2019 ; Henry, 2021) et la philanthropie (Depecker *et al.*, 2018). Par l'univers exploré, il s'inscrit à la suite des recherches de Marc-Olivier Déplaudé (2014) sur les industriels du sel. Mais la démarche vise à proposer une vision d'ensemble du lobbying dans l'agro-industrie à partir de l'exploration systématique des pratiques à l'œuvre au sein de la filière.
- 2 Pour cela, les auteurs ont identifié, grâce à des méthodes de recueil d'ordre quantitatif et qualitatif, les différents réseaux construits par l'agro-industrie, dont ils ont extrait un échantillon de 81 entreprises et organisations les plus importantes. Ils analysent leurs activités et les ressources qu'elles mobilisent pour ce travail d'influence, ainsi que leurs interrelations. Cette investigation empirique, couplée avec une prise en compte des classifications du travail de lobbying issues de la littérature, les amène à mettre en évidence trois grandes catégories d'activités d'influence — cognitives, relationnelles, symboliques — tournées respectivement vers les champs scientifiques, les décideurs et la société civile.
  - 3 Les stratégies cognitives analysées au chapitre 1 consistent en la production et la diffusion de savoirs sur les liens entre santé et produits alimentaires, mais aussi relatifs aux dimensions patrimoniales et sociales de l'alimentation. Elles mobilisent des chercheurs en physiologie nutritionnelle et en sociologie de l'alimentation, tandis que l'épidémiologie nutritionnelle, moins favorable aux intérêts des industriels, est la cible de remises en question. Les représentants de l'industrie et les scientifiques enrôlés participent à la fabrication de connaissances, mais aussi d'ignorance et de doutes (sur la validité des extrapolations des résultats obtenus chez l'animal notamment). Les scientifiques sont financés, de façon directe ou indirecte, afin de promouvoir des cadres

cognitifs favorables aux stratégies économiques des industriels. Ce travail d'influence, à l'intersection des espaces académiques et industriels, est assuré par un vaste réseau d'organisations visant à assurer la stabilité des liens entre les deux univers (chapitre 2). Les auteurs identifient une vingtaine d'organisations se présentant comme des instances de recherche et d'information sur les questions nutritionnelles (fondations, centres d'étude, instituts de recherche) ainsi que 87 scientifiques ayant un lien avec la filière.

- 4 Les activités relationnelles se situent à l'interface des mondes industriels et politiques (chapitre 3). Elles ciblent les décideurs politiques, parlementaires et experts administratifs, afin d'avoir une influence directe sur la fabrique des politiques nutritionnelles. Cela passe par une circulation d'énoncés dans les arènes où s'élaborent les décisions publiques (Conseil national de l'alimentation, Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail, commissions parlementaires), mais également par des prises de contact lors d'événements sportifs ou culturels, et par l'établissement de liens avec les secteurs des médias et de la communication. Grâce à des partenariats avec les écoles et les fédérations sportives, les industriels peuvent participer eux-mêmes à la promotion et à la mise œuvre des politiques publiques, notamment à destination du jeune public. Cas emblématique de *healthwashing*, Coca-Cola est ainsi un partenaire de l'instance gouvernementale chargée de développer le sport en France. Ces activités relationnelles sont confiées à des organisations spécialisées dans la représentation d'intérêts, parmi lesquelles se distinguent l'Association nationale des industries alimentaires et la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (chapitre 4). Les décideurs sont côtoyés au sein d'une multitude de groupes d'étude et de clubs parlementaires, tel le Club de la table française. L'imbrication des arènes politiques et économiques est symbolisée par le profil des responsables des affaires publiques de la filière, dont beaucoup bénéficient d'une expérience politique. Les conseils d'administration de Carrefour, Danone et Casino accueillent d'anciens titulaires de postes à responsabilité dans l'État.
- 5 Le travail de légitimation ou de délégitimation symbolique complète la panoplie des activités des lobbyistes (chapitre 5). L'action politique est ici davantage indirecte, conduite par des fondations d'entreprise chargées d'interventions sociales et philanthropiques, au profit de la filière et de ses produits. Mais les actions peuvent être plus brutales lorsque des attaques judiciaires sont menées contre des individus ou des organisations, telle l'entreprise Yuka. Dans le chapitre final, forts de tout ce qui précède, les auteurs dressent un tableau global des acteurs et des activités du lobbying dans le secteur agro-alimentaire en ayant recours à la notion de champ organisationnel. Ce champ est fragmenté et hiérarchisé. Les organisations et individus situés dans des positions intermédiaires y jouent un rôle majeur, étant capables de mettre en relation différents espaces sociaux. Le Fonds français pour l'alimentation et la santé occupe ainsi une position centrale, reliant entreprises et groupes d'intérêt.
- 6 La force de l'ouvrage est de montrer que le travail politique des industriels façonne l'ensemble des environnements — scientifiques, médiatiques, politiques, culturels — dans lesquels est élaborée et appliquée la politique nutritionnelle. Ce travail relève d'une organisation collective mettant en œuvre une pluralité de structures et d'acteurs spécialisés face auxquels les organisations non gouvernementales et non liées à des intérêts économiques pèsent peu. Le déséquilibre des forces s'ancre dans des inégalités de ressources et de compétences. Il provient aussi des contacts durables et répétés

entre secteurs économiques et secteurs politiques avant même l'action législative. Pour le domaine de la sociologie du travail, un prolongement intéressant de cette recherche serait d'analyser concrètement le travail réalisé par les « responsables des affaires publiques », spécialistes des activités relationnelles, dont les auteurs dressent le profil et montrent bien l'importance. Certes, l'accent mis sur la force et la cohérence du lobbying de l'agro-industrie délaisse certaines dimensions, sources de contradictions dans le façonnage des stratégies patronales : rivalités économiques au sein de la filière, autonomisation du travail d'influence, articulation des échelles d'action (l'arène européenne n'est guère mentionnée). Mais leur prise en compte aurait pu amoindrir l'efficacité du propos, propre au format du livre d'intervention, qui se finit d'ailleurs par l'évocation éclairante de moyens de résistance à l'emprise des lobbys, à travers des dispositifs garantissant un accès aux informations sur la production de savoirs dans le champ de la nutrition.

---

## BIBLIOGRAPHIE

Boullier, H., 2019, *Toxiques légaux. Comment les firmes chimiques ont mis la main sur le contrôle de leurs produits*, La Découverte, Paris.

Depecker, T., Déplaude, M.-O., Larchet, N. (dir.), 2018, « Dossier : Entreprises philanthropiques », *Politix*, n° 121, p. 9-213.

Déplaude, M.-O., 2014, « Les infortunes de la vertu. Sociologie d'un répertoire d'action patronal », *Sociologie du travail*, vol. 56, n° 4, p. 411-434.

Henry, E., 2021, *La fabrique des non-problèmes, ou comment éviter que la politique s'en mêle*, Presses de Sciences Po, Paris.

## INDEX

**Mots-clés** : Alimentation, Industrie agro-alimentaire, Lobbyistes, Santé

## AUTEURS

### JULIAN MISCHI

Institut de recherche interdisciplinaire en sciences sociales (IRISSO)  
UMR 7170 CNRS, INRAE et Université Paris-Dauphine, Paris Sciences et Lettres  
Place du Maréchal de Lattre de Tassigny, 75775 Paris Cedex 16, France  
julian.mischi[at]dauphine.psl.eu